

Les migrations, une source de développement à exploiter

Denis Drechsler et Jason Gagnon



Édition électronique

URL : <http://aspd.revues.org/172>

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et
du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 73-89

ISBN : 978-2-940415-07-6

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Denis Drechsler et Jason Gagnon, « Les migrations, une source de développement à exploiter », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], Vol. 27, n°2 | 2008, mis en ligne le 19 mars 2010, Consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://aspd.revues.org/172>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

Les migrations, une source de développement à exploiter

Denis Drechsler et Jason Gagnon*

Introduction

Actuellement, 190 millions de personnes ne vivent pas dans le pays où elles sont nées¹. En termes relatifs, ce chiffre est resté étonnamment stable au cours des quarante dernières années et se maintient à environ 3% de la population mondiale (voir graphique 1). Mais l'intérêt voué aux migrations en relation avec le développement va croissant partout dans le monde – pour plusieurs bonnes raisons.

En premier lieu, la circulation internationale des personnes augmente logiquement en valeur absolue, étant donné que la population mondiale a plus que doublé entre 1960 et 2005. Deuxièmement, le phénomène migratoire, quoique plus frappant dans les régions développées, est également devenu une affaire politique très importante pour beaucoup de pays ou régions en développement, à la suite de réformes intérieures et grâce à l'évolution des moyens de communication². Troisièmement, enfin, les migrations prennent des formes très diverses (par exemple légale et illégale) et affectent différents aspects (par exemple formel et informel) du marché de l'emploi ; il est donc devenu essentiel de déterminer les avantages et les coûts inhérents au phénomène migratoire.

Ces raisons expliquent sans doute pourquoi les flux migratoires sont actuellement au cœur de vives controverses. Alors que les milieux politiques et les médias soulignent fréquemment ce que coûte la migration en termes de sécurité ou d'intégration des étrangers, on ignore souvent l'impact qu'elle peut avoir sur le développement. En particulier, les familles d'émigrants restées au pays – comme le pays lui-même – peuvent voir leur niveau de vie changer complètement grâce à la migration internationale, et profiteraient d'une gestion plus efficace de ces mouvements.

* Denis Drechsler, analyste des politiques et coordinateur des affaires extérieures pour l'unité Réduction de la pauvreté et développement social, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

Jason Gagnon, chercheur associé à l'unité Réduction de la pauvreté et développement social, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

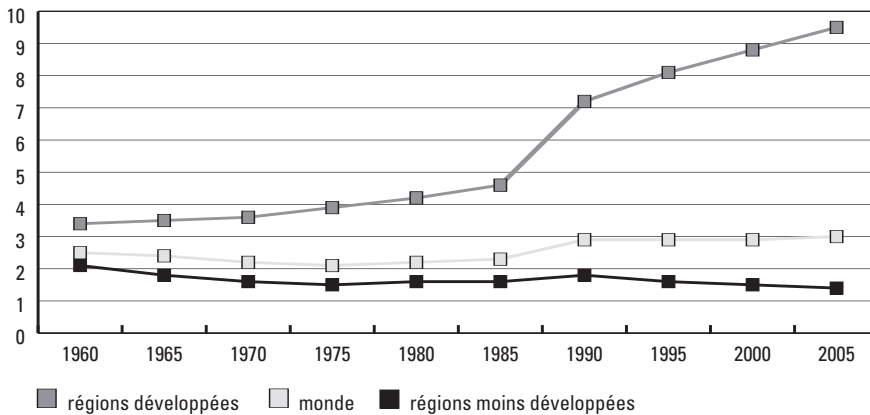
Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE ou de ses pays membres.

¹ Ce chiffre inclut 13,5 millions de réfugiés. Voir : Dilip Ratha and Zhimei Xu, *Migration and Remittances Factbook 2008*, Washington, DC, World Bank, 2008, <<http://econ.worldbank.org>>.

² Les gouvernements marocain et philippin, notamment, font de leur politique migratoire un outil de développement toujours plus efficace. Un bon exemple d'effort *international* concerté concernant les migrations est la Commission mondiale sur les migrations internationales (CMMI) (<<http://www.gcim.org>>) et les conférences du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) qui s'en sont suivies à Bruxelles en 2007 et à Manille en 2008).

Le présent article a pour objet d'examiner les interactions entre migration et développement. Il commence par les tendances actuelles du phénomène, en mettant en évidence les canaux par lesquels les flux migratoires internationaux peuvent contribuer au développement des régions de départ. Il présente une grille d'analyse de l'impact migratoire sur le développement (sous forme de *cycle migratoire*) et évoque certains aspects essentiels du débat sur ce sujet – fuite des cerveaux, affectation des fonds transférés et réseaux de la diaspora. Il s'achève par des recommandations sur les politiques à suivre pour maximiser les gains potentiels de la migration.

Graphique 1 : Migrants internationaux en pourcentage de la population mondiale, 1960-2005



Source: Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *Trends in Total Migrant Stock: The 2005 Revision*, POP/DB/MIG/Rev.2005/Doc, New York, United Nations, 2006, <<http://esa.un.org/migration>>.

Note: Les « régions développées » englobent toute l'Europe et l'Amérique du Nord, plus l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

Tendances récentes

Les individus migrent pour différentes raisons. Leur déplacement peut être forcé, pour cause de conflit³, de politique migratoire⁴, de dangers environnementaux ou technologiques⁵, de maladie⁶ ou de déportation politique⁷. Mais l'émigration est dans la majorité des cas une décision personnelle ou familiale prise pour un motif économique.

³ Ruth Haug, « Forced Migration, Processes of Return and Livelihood Construction among Pastoralists in Northern Sudan », *Disasters*, vol. 26, n° 1, 2002, pp. 70-84.

⁴ Jorgen Carling, « Migration Control and Migrant Fatalities at the Spanish-African Border », *International Migration Review*, vol. 41, n° 2, 2007, pp. 316-343.

⁵ Lori Hunter, « Migration and Environmental Hazards », *Population and Environment*, vol. 26, n° 4, 2005, pp. 273-302.

⁶ Samuel Clark *et al.*, « Returning Home to Die: Circular Labour Migration and Mortality in South Africa », *Scandinavian Journal of Public Health*, vol. 35, n° 3, 2007, pp. 35-44.

⁷ John Salt and J. Stein, « Migration as a Business: The Case of Trafficking », *International Migration*, vol. 35, n° 4, 1997, pp. 467-494. Ruth Haug, *op. cit.*

Si l'on prend comme point de départ le modèle d'Arthur Lewis, les marchés de l'emploi intérieurs et transnationaux fonctionnent de manière imparfaite⁸. La migration résulte ainsi de l'espoir de gagner davantage ailleurs, grâce à de meilleurs salaires ou à une rémunération plus appropriée; l'individu cherche un marché où il pourra travailler dans son domaine de compétences ou de préférence⁹. Les décisions d'émigrer se prennent dans le cadre de la famille, en tant que moyen de faire face à des aléas financiers et de diversifier les sources de revenu¹⁰; elles se multiplient peu à peu avec l'établissement de réseaux sociaux¹¹.

On assiste à un bouleversement rapide des motifs traditionnels de migration; celle-ci évolue globalement en fonction de facteurs tels que les contraintes, la démographie, la politique, les structures économiques et les conditions familiales. Le phénomène migratoire restera sans doute une caractéristique fondamentale de notre époque, due notamment à des facteurs démographiques: la population des pays développés tend à baisser tandis que celle des pays en développement augmente, ce qui se traduit par un afflux de main-d'œuvre qui accroît la pression migratoire. Les contraintes évoluent avec les progrès technologiques et la circulation des informations tandis que certains pays éprouvent des difficultés à légitimer leurs flux migratoires. Ils se sont mis à multiplier les formalités administratives, ce qui a contribué à compliquer les itinéraires des migrants – et à intensifier la migration interne.

On observe en outre bien d'autres changements, et en premier lieu une féminisation très marquée de la migration librement choisie: les femmes représentent aujourd'hui 49,6% des migrants internationaux¹². Nous savons par ailleurs – peut-être en raison d'une meilleure collecte de données – que la migration Sud-Sud (surtout entre pays voisins) présente un volume presque égal à celui de la migration Sud-Nord.

La réglementation accrue aux frontières a également entraîné des changements: les migrants donnent souvent la préférence à des schémas circulaires, comprenant des déplacements réguliers entre leur patrie et la région d'accueil. Mais une politique plus restrictive peut inciter certains à rester dans la région où ils ont trouvé du travail, dans la crainte de ne plus pouvoir y revenir s'ils rentrent chez eux. Une politique draconienne tend aussi à provoquer des flux migratoires illicites et, par conséquent, à favoriser le secteur informel.

Tous ces éléments d'appréciation contribuent à indiquer que la migration restera une caractéristique de la mondialisation et qu'elle aura des effets puissants sur les pays en développement. Pour en exploiter au mieux le potentiel, il est donc

⁸ Arthur Lewis, «Economic Development with Unlimited Supplies of Labour», *Manchester School of Economic and Social Sciences*, vol. 22, n° 2, 1954, pp. 139-191.

⁹ Larry A. Sjaastad, «The Costs and Returns of Human Migration», *The Journal of Political Economy*, vol. 70, 1962, pp. 80-93. John Harris and M. Todaro, «Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis», *American Economic Review*, vol. 5, n° 1, 1970, pp. 23-42.

¹⁰ Jacob Mincer, «Family Migration Decisions», *Journal of Political Economy*, vol. 86, n° 5, 1978, pp. 749-773. Oded Stark, *The Migration of Labor*, Oxford, Basil Blackwell, 1991, 406 p.

¹¹ Paul Winters *et al.*, «Family and Community Networks in Mexico-US Migration», *Journal of Human Resources*, vol. 36, n° 1, 2001, pp. 159-184. Kaivan Munshi, «Networks in the Modern Economy: Mexican Migrants in the US Labor Market», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 2, 2003, pp. 549-597.

¹² Dilip Ratha and Zhimei Xu, *op. cit.*

essentiel de comprendre comment la migration peut contribuer au développement et de saisir les enjeux économiques liés aux flux migratoires.

Migration et développement

Un modèle conceptuel: le cycle migratoire¹³

La migration agit par des voies complexes sur le développement du pays d'origine des migrants. Un outil utile pour déterminer les canaux en question est le modèle des cycles migratoires (voir tableau 1)¹⁴. Le phénomène migratoire peut réduire la pauvreté et stimuler la croissance de trois manières, en agissant sur l'offre de travail, en accroissant la productivité, et par les transferts de fonds. Le bénéfice net de l'émigration est la somme de ces trois facteurs (déduction faite de leurs coûts).

L'impact que peut avoir l'émigration sur l'économie d'un pays dépend de la phase dans laquelle se trouve ce pays dans le cycle migratoire. Ce modèle met ainsi en lumière l'hétérogénéité des effets produits, selon le pays ou la région. Le cycle compte cinq phases, à savoir la sortie, l'adaptation, la consolidation, le réseautage et le retour; à chaque phase correspond une configuration variable d'impacts sur la croissance et la pauvreté. La plupart des pays d'émigration passent par diverses variantes de chacune de ces phases; cependant, l'une ou l'autre peut être sautée ou accélérée et le retour peut coïncider avec de l'immigration en provenance d'autres pays. Ces cinq phases sont brièvement explicitées dans l'encadré 1.

Tableau 1: Un modèle du cycle migratoire: ses effets sur le pays d'émigration

| Phase | Afflux de main-d'œuvre | Productivité | Envois de fonds | Croissance | Pauvreté |
|---------------|------------------------|--------------|-----------------|------------|----------|
| Sortie | ↓ | ↓ | 0 | ↓ | ↑ |
| Adaptation | ↓ | ? | ↑ | ↓ | ↑ |
| Consolidation | 0 | ↑ | ↑ | ↑ | ↓ |
| Réseautage | 0 | ↑ | ↑ | ↑ | ↓ |
| Retour | ↑ | ? | ↓ | ? | ? |

Source: OECD, *Policy Coherence for Development: Migration and Developing Countries*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2007.

Note: ↑ (en gras) = (forte) augmentation; ↓ (en gras) = (forte) diminution; 0 = pas d'effet; ? = effet ambigu.

Le modèle du cycle migratoire constitue un bon moyen de visualiser la situation actuelle et les tendances prévisibles dans un pays d'émigration, ainsi que les effets et les implications politiques que ces tendances peuvent entraîner. Trois des composantes de ce modèle – le départ des travailleurs, les transferts de fonds et le retour des migrants (y compris les réseaux diasporiques) – méritent une attention particulière et sont examinées plus loin.

¹³ Cette section est tirée du rapport *Policy Coherence for Development: Migration and Developing Countries*, rédigé par le Centre de développement de l'OCDE (Paris, OECD, 2007).

¹⁴ Le concept de cycle migratoire est également décrit par Louka Katseli *et al.*, *Effects of Migration on Sending Countries: What Do We Know?*, Working Paper, n° 250, Paris, OECD Development Centre, 2006, et dans *Policy Coherence for Development*, *op. cit.*

Encadré 1 : Les cinq phases du cycle migratoire**1. Sortie**

La phase initiale correspond au départ des migrants, qui a un effet direct sur le volume de travail offert. Son impact sur l'emploi et la production du pays d'émigration peut être négatif, selon le taux de chômage ou le degré de sous-occupation de la main-d'œuvre dans ce pays. On peut s'attendre à une baisse de productivité s'il s'agit d'émigrants très qualifiés, tandis que l'émigration de travailleurs peu qualifiés peut soulager un marché de l'emploi caractérisé par des taux de chômage élevés dans ce secteur.

2. Adaptation

La production continue de baisser tandis que le flux migratoire se poursuit. Mais une émigration persistante a aussi pour effet d'améliorer l'information sur l'emploi dans les pays de destination, ce qui réduit les frais de renseignement et de transaction liés à la migration. Cette diminution des coûts encourage les familles et d'autres membres de la communauté à rejoindre les migrants, et beaucoup de ménages envisagent d'émigrer pour gagner leur vie.

3. Consolidation

Alors que les familles d'émigrants continuent de se regrouper dans le pays de destination, les flux internationaux de travailleurs se stabilisent à un moment donné. L'argent transféré par les migrants stimule l'activité économique du pays d'origine, et les restructurations et l'accumulation de capital humain, entamées dans la phase d'adaptation, font sentir leurs effets. La croissance tend à s'accélérer et la pauvreté va en diminuant. Comme les coûts administratifs et de renseignement continuent de baisser, les ménages plus pauvres se trouvent en mesure d'émigrer; l'argent qu'ils envoient aux familles restées sur place réduit la pauvreté absolue.

4. Réseautage

Durant cette phase, les migrants s'intègrent mieux au pays d'accueil et forment souvent des réseaux de communautés transnationales (diasporas). La création d'une « association de la ville d'origine » dans le pays de destination améliore la communication entre les deux pays et resserre les liens économiques. Les migrants continuent de transférer des fonds qui alimentent la croissance, mais de façon moins systématique, surtout si leur famille les a rejoints. Stimulée en partie par les envois de fonds et par la perspective de trouver du travail à l'étranger, l'accumulation de capital humain a contribué entre-temps à former des compétences professionnelles dans les pays d'origine.

5. Retour

Si des politiques judicieuses ont permis à l'émigration de favoriser le développement, la formation de compétences et la croissance du pays d'origine, celui-ci peut lui-même commencer à souffrir d'une pénurie de main-d'œuvre. Ce problème pourra être résolu par la migration interne et par un afflux de travailleurs venant de pays voisins, mais aussi par le retour d'émigrants. Même originaires de zones rurales, ceux qui reviennent s'installent de préférence dans une ville, ce qui accroît la pression sur les marchés urbains de l'emploi. Cela stimulera ou freinera la croissance selon que les nouveaux immigrants complètent ou court-circuitent la main-d'œuvre locale, selon les compétences qu'ils ramènent de l'étranger, et selon la flexibilité du marché de l'emploi.

Les travailleurs émigrés et la fuite des cerveaux

La question de la fuite des cerveaux occupait jusqu'à récemment une place importante dans les débats relatifs aux effets produits par le départ de travailleurs sur leur pays d'origine. Mais l'émigration agit de diverses manières sur le marché de l'emploi et sur l'économie locale, et cette problématique ne se limite pas au départ de personnes hautement qualifiées.

Cette état de choses peut déboucher sur deux objectifs politiques : il est en premier lieu indispensable de connaître le niveau de qualification des émigrants au moment de leur départ, afin de comprendre comment la migration d'une catégorie

donnée de migrants affecte le développement ; par ailleurs, si le départ de main-d'œuvre très qualifiée risque bien de nuire au capital humain d'un pays, une politique de *circulation des cerveaux* pourrait remplacer utilement la *fuite de cerveaux*.

□ *Les migrants peu qualifiés*

L'émigration de travailleurs peu qualifiés prend naissance en grande partie dans des contextes économiques caractérisés par une faible productivité et une pléthore de main-d'œuvre. Même le départ de très nombreux travailleurs peu qualifiés est généralement peu préjudiciable pour la production indigène, et peut même servir à améliorer le marché de l'emploi pour ceux qui restent.

Les conséquences précises de ces départs sur le pays d'émigration dépendent surtout du statut professionnel qu'avaient ces travailleurs avant d'émigrer. Même s'il y a beaucoup de chômeurs et même si le migrant l'était lui-même, l'émigration peut ici réduire la pression sur le marché du travail.

Concrètement, le départ à l'étranger de travailleurs peu qualifiés ouvre des opportunités à d'autres travailleurs peu qualifiés sur le marché indigène. Dans les pays caractérisés par un marché de l'emploi tendu¹⁵, les employeurs doivent augmenter les salaires offerts pour repourvoir les postes vacants. La production générale diminue, au moins à court terme, et des salaires à la hausse peuvent porter préjudice aux employeurs. Les travailleurs peu qualifiés profitent de cette meilleure rémunération ; les activités économiques s'adaptent progressivement à cette baisse de l'offre de main-d'œuvre peu qualifiée, et la production augmente à nouveau. Inversement, les émigrants se remplacent à peu de frais dans un pays qui compte beaucoup de chômeurs ; les prix de revient des employeurs restent minimes et la production ne s'en trouve guère affectée. Les personnes non qualifiées restant au pays y gagnent en trouvant plus rapidement un emploi ou bien en grim pant dans l'échelle des salaires.

□ *Les migrants très qualifiés*

On considère d'une manière générale le départ de personnes hautement qualifiées – la « fuite de cerveaux » – comme un des aspects les plus pernicious de la migration internationale. L'importance du phénomène est largement controversée ; faute de données statistiques, les milieux politiques et scientifiques concernés n'avaient jusqu'à récemment qu'une vague idée de son volume.

Les Caraïbes, l'Amérique centrale, les îles du Pacifique et certaines parties de l'Afrique sont les zones proportionnellement les plus affectées (carte 1), tandis qu'en valeurs absolues les émigrants qualifiés sont en majorité Chinois, Indiens ou Brésiliens¹⁶. La fuite des cerveaux constitue un problème majeur du continent africain, du fait que dix de ses cinquante-trois pays subissent un taux

¹⁵ Un marché de l'emploi tendu se caractérise par des périodes de chômage brèves et peu fréquentes, et par un faible taux de sous-emploi (C. Pissarides, « Search Unemployment with On-the-job Search », *Review of Economic Studies*, vol. 61, n° 3, 1994, pp. 457-475).

¹⁶ Frédéric Docquier and H. Rapoport, *Skilled Migration: The Perspective of Developing Countries*, IZA Discussion Papers, n° 2873, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2007. Frédéric Docquier et al., *Brain Drain in Developing Countries*, Working Paper, n° 4, Louvain-la-Neuve, Département des sciences économiques de l'Université catholique de Louvain, 2007.

d'émigration tertiaire supérieur à 35 %¹⁷. Les petits pays sont particulièrement vulnérable^{s18}, avec des taux d'émigration de professionnels qualifiés atteignant 30 %, ou dépassant même 80 % (Surinam, Guyana, Jamaïque et Haïti)¹⁹.

Les facteurs de la fuite des cerveaux sont multiples. D'une manière générale, on analyse l'ampleur du phénomène en se référant aux choix personnels basés sur les compétences acquises. Comme l'ont souligné Mark Rosenzweig ainsi que Jeffrey Grogger et Gordon Hanson, le motif principal est davantage la rémunération des compétences que le salaire en valeur absolue²⁰.

Mais deux autres facteurs expliquent l'*augmentation* des départs de personnes très qualifiées : la dégradation des conditions de travail et un accès médiocre au crédit par rapport aux pays de destination poussent des individus et des familles à émigrer pour améliorer leur niveau de vie. Par ailleurs, la circulation des informations a énormément progressé depuis peu ; de sorte que les émigrants potentiels disposent maintenant d'excellents outils pour préparer leur départ. Ces améliorations sont dues à la technologie de l'information, mais aussi aux réseaux sociaux établis progressivement par la diaspora. D'autres paramètres semblent avoir une grande influence sur l'émigration des compétences, notamment certaines caractéristiques du pays d'origine – son retard en matière de scolarisation, sa taille relative, ses liens hérités de l'ère coloniale, ses problèmes de stabilité politique²¹ – ou les différences entre pays d'origine et pays d'accueil en matière de santé et d'infrastructure médicale²².

On associe souvent exode des cerveaux et problèmes de croissance, pour trois raisons au moins, dont en premier lieu l'effet direct sur le marché de l'emploi, avec la diminution du capital humain qui se traduit par une nette baisse de productivité. La deuxième raison est la perte inhérente aux dépenses de formation : si l'éducation est financée par des fonds publics, l'Etat doit alors accroître son budget pour compenser cette perte de capital humain. De plus, le départ de main-d'œuvre hautement qualifiée élargit la fourchette des salaires locaux ; c'est donc un facteur d'inégalités accrues. L'exode des cerveaux prive aussi les collectivités restées sur place de retombées positives si les émigrants coupent les ponts avec l'économie de leur pays d'origine.

¹⁷ Abdeslam Marfouk définit l'émigration tertiaire comme celle des personnes dont la formation dépasse le degré secondaire (*high school*) (Abdeslam Marfouk, *The African Brain Drain : Scope and Determinants*, Working Papers DULBEA, n° 08-07.RS, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, Department of Applied Economics, 2008).

¹⁸ Michel Beine *et al.*, *Brain Drain and Its Determinants : A Major Issue for Small States*, IZA Discussion Paper, n° 3398, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2008.

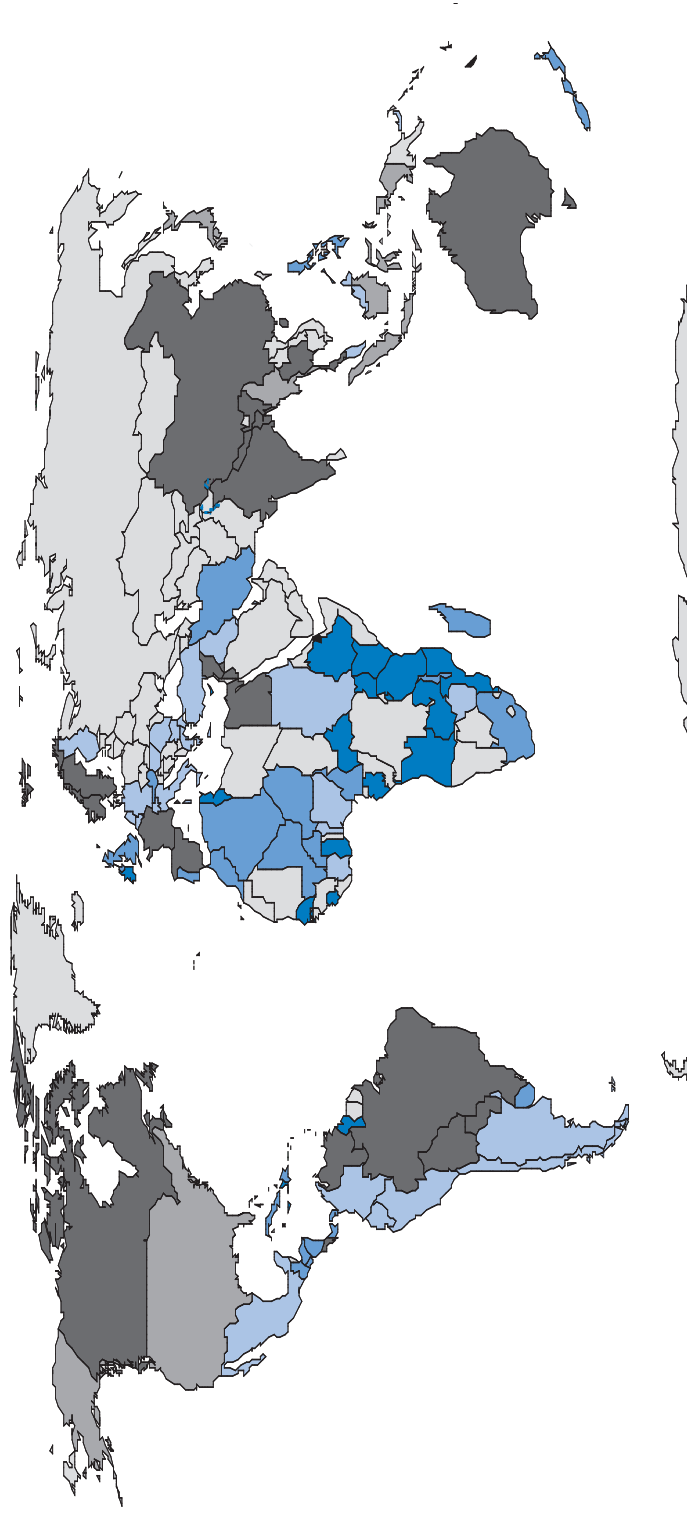
¹⁹ Dilip Ratha and Zhimei Xu, *op. cit.*

²⁰ Mark Rosenzweig «The Global Migration of Skill», presentation made at the Migration and Development Conference in Lille, France, June 2008. Jeffrey Grogger and G.H. Hanson, *Income Maximization and the Selection and Sorting of International Migrants*, NBER Working Papers, n° 13821, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research, Inc., 2008.

²¹ Frédéric Docquier *et al.*, *op. cit.*

²² Alok Bhargava and F. Docquier, «HIV Pandemic, Medical Brain Drain, and Economic Development in Sub-Saharan Africa», *The World Bank Economic Review*, vol. 22, n° 2, 2008, pp. 345-366.

Carte 1 : La migration des personnes diplômées du troisième cycle (en pourcentage)



Part des ressortissants titulaires d'un diplôme universitaire vivant dans un (autre) pays de l'OCDE :

■ moins de 2 % ■ moins de 5 % ■ moins de 10 % ■ moins de 20 % ■ plus de 20 % □ non inclus.

Source: OECD, *Policy Coherence for Development: Migration and Developing Countries*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2007.

□ De la fuite à la circulation des cerveaux

L'émigration de personnes hautement qualifiées n'est pas forcément préjudiciable pour leur pays d'origine. Dans certaines conditions, elle peut même être bénéfique, le *brain drain* devenant un *brain gain*. L'éventualité des départs peut par exemple stimuler la productivité du pays d'émigration, sous forme d'investissements accrus dans le capital humain²³. Michel Beine *et al.* montrent qu'il y a là deux effets distincts : d'une part, l'« effet cerveau », en ce sens que la perspective d'émigrer pousse à investir dans son propre capital humain ; d'autre part, l'« effet fuite », qui correspond à la perte que constitue le départ de professionnels qualifiés²⁴. Lorsque l'effet cerveau est plus marqué que l'effet fuite, on a la possibilité d'une « fuite des cerveaux bénéfique » (*beneficial brain drain*). Michel Beine *et al.* constatent que ce mécanisme fonctionne jusqu'à un certain plafond, au-delà duquel l'émigration de compétences produit un effet négatif sur la croissance locale²⁵. La recherche montre que les théories du *brain gain* se vérifient dans certains cas²⁶.

Il n'est pas simple de concevoir et de mettre en œuvre une politique propre à gérer la problématique des migrants qualifiés. Une bonne part du débat sur la fuite des cerveaux a été suscitée par des lois sur l'immigration devenues toujours plus sélectives en raison de la compétition mondiale pour attirer les talents. Cette polémique a conduit l'économiste Jagdish Bhagwati à proposer une taxe sur les revenus des immigrés qualifiés, que l'on redistribuerait à leurs pays d'origine ; bien qu'elle ait été rejetée pour des raisons politiques et logistiques, la *taxe Bhagwati* continue aujourd'hui d'alimenter les discussions.

Les théories récentes sur le *brain gain* et les apports extérieurs que comporte la fuite des cerveaux ont incité les responsables politiques à remplacer la lutte contre cette fuite par l'encouragement d'une migration dite circulaire. Cette forme de flux migratoires doit permettre aux émigrants de contribuer directement à l'essor économique de leur pays de deux manières : par des transferts de fonds et en revenant chez eux avec de nouvelles compétences²⁷.

Les transferts de fonds

Les versements adressés à leur pays d'origine par des personnes migrantes constituent un phénomène essentiel et un lien vital entre migration et développement. Alors que l'on savait jusqu'à récemment peu de choses sur leur ampleur, il en existe aujourd'hui des estimations plus précises, même si le volume réel de ces transferts est probablement bien supérieur.

²³ Andrew Mountford, « Can a Brain Drain Be Good for Growth in the Source Economy ? », *Journal of Development Economics*, vol. 53, n° 2, 1997, pp. 287-303. Jean-Pierre Vidal, « The Effect of Emigration on Human Capital Formation », *Journal of Population Economics*, vol. 11, n° 4, 1998, pp. 589-600.

²⁴ Michel Beine *et al.*, « Brain Drain and Economic Growth: Theory and Evidence », *Journal of Development Economics*, vol. 64, n° 1, 2001, pp. 275-289.

²⁵ Michel Beine *et al.*, *Brain Drain and LDCs' Growth: Winners and Losers*, IZA Discussion Paper, n° 819, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2003.

²⁶ Catia Batista *et al.*, *Brain Drain or Brain Gain? Micro Evidence from an African Success Story*, IZA Discussion Paper, n° 3035, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2007.

²⁷ Karin Mayr and G. Peri, *Return Migration as Channel of Brain Gain*, CReAM Discussion Paper Series, n° 04/08, London, Centre for Research and Analysis of Migration (CReAM), Department of Economics, University College London, 2008.

□ *Le volume des transferts*

Les transferts de fonds vers les pays d'origine et ceux qui en sortent ont régulièrement augmenté au cours des ans ; les flux entrants devaient atteindre 318 milliards de dollars en 2007, dont 240 milliards (75 %) vers des pays en développement²⁸. Même si ces chiffres sont sujets à caution en raison d'une qualité hétérogène des données²⁹, ils rivalisent avec ceux de l'aide publique au développement (APD) ou ceux des investissements directs étrangers (IDE) dans les pays à faible revenu et ceux à revenu intermédiaire³⁰.

Plusieurs facteurs agissent sur les sommes transférées, dont la durée du séjour. Les migrants qui travaillent depuis longtemps à l'étranger enverront vraisemblablement des montants plus élevés du fait que leur salaire augmente généralement au cours du temps passé dans le pays d'accueil. Une longue absence peut d'autre part diminuer le sentiment de responsabilité à l'égard de la parenté restée au pays. De plus, les migrants de longue durée font souvent venir leur famille ; ils envoient par conséquent moins d'argent dans leur pays d'origine.

Les montants transférés varient aussi selon la probabilité de rentrer au pays, qui dépend elle-même du niveau de qualification du migrant. D'une manière générale, les travailleurs peu qualifiés qui émigrent sont issus de milieux pauvres ; s'ils ont l'intention de rentrer au pays, et en particulier si leur famille proche y est restée, les sommes envoyées peuvent être très élevées. C'est ainsi que les transferts par migrant dans le golfe Persique – où les travailleurs migrants sont peu qualifiés et ne sont pas accompagnés par leur famille – sont de loin les plus élevés du monde³¹. Les migrants qualifiés ont tendance à envoyer moins d'argent³². On peut donc affirmer que la migration de main-d'œuvre peu qualifiée contribue plus que proportionnellement au développement du pays d'origine et à la réduction de la pauvreté. La question de savoir si l'argent transféré par des migrants de pays très pauvres compense de manière adéquate la perte de capital humain – notamment très qualifié (par exemple personnel médical africain) – fait l'objet de vives controverses.

□ *L'utilisation des fonds*

Bien que l'effet produit par ces transferts varie selon le contexte, on a maintenant des preuves qu'ils soulagent la pauvreté des ménages qui les reçoivent,

²⁸ Dilip Ratha and Zhimei Xu, *op. cit.*

²⁹ Caroline Freund and N. Spatafora, *Remittances: Transaction Costs, Determinants and Informal Flows*, Policy Research Working Paper Series, n° 3704, Washington, DC, World Bank, 2005.

³⁰ Lucas, R.E.B., *International Migration and Economic Development: Lessons from Low-Income Countries*, Cheltenham, UK, Edward Elgar, 2005. UN Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *International Migration and Development Fact Sheet*, New York, United Nations, 2006. Dilip Ratha and Zhimei Xu, *op. cit.*

Pour une étude systématique des transferts de fonds dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, voir : Flore Gubert, « L'impact des transferts de fonds sur le développement des pays d'origine : le cas de l'Afrique », in OCDE (dir.), *Migration, transferts et développement*, Paris, OCDE, 2005, pp. 43-72. L'analyse peut-être la plus détaillée des effets produits par les envois de fonds est l'étude de Pablo Acosta *et al.* sur l'Amérique latine : « What is the Impact of International Remittances on Poverty and Inequality in Latin America ? », *World Development*, vol. 36, n° 1, 2008, pp. 89-114.

³¹ OECD, *Policy Coherence for Development*, *op. cit.*

³² Yoko Niimi *et al.*, *Remittances and the Brain Drain: Skilled Migrants Do Remit Less*, IZA Discussion Paper, n° 3393, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2008.

comme au Ghana³³. Aux Philippines, par exemple, Claudia Martinez et Dean Yang montrent que les variations favorables du taux de change dans le pays d'accueil – donc de la valeur des fonds transférés – agissent de manière bénéfique sur le niveau de vie des familles qui ont envoyé des migrants³⁴. Mikhail Bontch-Osmolovski *et al.* ont calculé pour leur part que ces apports d'argent contribuaient entre 1995 et 2004 pour un cinquième à la réduction de la pauvreté au Népal³⁵.

Autre aspect très débattu : consacre-t-on les fonds venus de l'étranger à des usages productifs, ou cet argent ne fait-il qu'alimenter une consommation accrue ? Il faut cependant se souvenir que certaines formes de consommation peuvent être considérées comme un investissement productif pour les familles pauvres. Acheter un réfrigérateur grâce à des fonds envoyés depuis l'étranger peut améliorer la santé, donc le capital humain, et servir de base à une micro-entreprise³⁶. Mais accroître l'impact de ces apports sur le développement en les canalisant vers des affectations plus productives constitue une option politique importante, à laquelle certains pays recourent déjà, à l'instar du programme *Tres por uno* au Mexique.

Il est également important de connaître la distribution de ces fonds au sein d'un ménage : les adultes en consomment-ils l'essentiel, ou bien les enfants en profitent-ils aussi dans leur santé et leur éducation ? On a effectivement constaté que dans certains cas ces versements améliorent la scolarisation et les dépenses d'éducation³⁷, mais dans d'autres cas l'impact est moins clair, ou même négatif³⁸. Dans les régions caractérisées par des familles nombreuses et des liens de parenté hétérogènes, l'argent reçu risque d'être réparti de façon inégale, selon une hiérarchie spécifique.

Outre l'effet direct sur leurs destinataires, les fonds transférés sont un apport pour les communautés locales. L'argent dépensé est une source de revenu pour les fournisseurs de biens et de services, lesquels l'utilisent à leur tour pour des achats, ce qui produit une réaction en chaîne (effets multiplicateurs). De plus, les fonds investis dans le petit commerce peuvent susciter directement la création d'emplois dans une communauté³⁹.

³³ Richard H. Adams Jr, *Remittances and Poverty in Ghana*, Policy Research Working Paper Series, n° 3838, Washington, DC, World Bank, 2006.

Pour un aperçu bibliographique, voir : OECD, *Policy Coherence for Development*, *op. cit.*

³⁴ Claudia Martinez and D. Yang, « Remittances and Poverty in Migrants' Home Areas : Evidence from the Philippines », in Caglar Ozden and Maurice Schiff (eds.), *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*, Washington, DC, World Bank, 2005.

³⁵ Mikhail Bontch-Osmolovski *et al.*, *Work-related Migration and Poverty Reduction in Nepal*, Policy Research Working Paper Series, n° 4231, Washington, DC, World Bank, 2007.

³⁶ A ce sujet, voir : OECD, *Policy Coherence for Development*, *op. cit.*

³⁷ Voir par exemple, pour les Philippines, Claudia Martinez and D. Yang, *op. cit.* ; pour le Salvador, Alejandra Cox Edwards and M. Ureta, *International Migration, Remittances, and Schooling : Evidence from El Salvador*, NBER Working Papers, n° 9766, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research, Inc., 2003 ; et pour l'Équateur, Carla Calero *et al.*, *Remittances, Liquidity Constraints and Human Capital Investments in Ecuador*, Working Papers – General Series, n° 458, The Hague, Institute of Social Studies, 2008.

³⁸ David McKenzie and H. Rapoport, *Can Migration Reduce Educational Attainment ? Evidence from Mexico*, World Bank Policy Research Working Paper, n° 3952, Washington, DC, World Bank, 2006.

³⁹ Louka Katseli *et al.*, *op. cit.* OECD, *Policy Coherence for Development*, *op. cit.*

Le retour des migrants et les réseaux diasporiques

Le retour des migrants peut prendre différentes formes : retour définitif, migration saisonnière, migration temporaire. Les retours définitifs peuvent découler de circonstances voulues ou inopinées, être planifiés ou non. De toute manière, le migrant doit alors se réintégrer dans un environnement où il avait déjà vécu, mais avec de nouvelles perspectives et les précieuses économies réalisées à l'étranger. On peut aussi considérer comme des résidents quasi permanents les individus qui partent de façon systématique travailler à intervalles saisonniers⁴⁰ ou temporaires, et qui reviennent chaque fois avec les économies souhaitées. La migration peut en outre être circulaire, avec des allers et retours temporaires ; les migrants de ce type ne s'installent jamais de façon permanente, mais adoptent une existence transnationale en faisant la navette entre deux régions (ou plus).

Le retour peut favoriser le développement local : les expatriés qui rentrent chez eux dans la force de l'âge contribuent souvent à l'essor économique de leur pays, en partageant leurs connaissances et en produisant des retombées financières. Des études toujours plus nombreuses montrent que ces migrants prennent des initiatives, créent des micro-entreprises, exploitent les compétences et les ressources (financières) acquises à l'étranger, et engagent du personnel local⁴¹. Leurs apports prennent aussi différentes formes de capital social et humain⁴². En tout état de cause, la tâche n'est pas facile pour les instances chargées de mettre en œuvre une politique visant à faire revenir les migrants productifs et à les réintégrer – les retenir – dans leur pays d'origine.

Les migrants peuvent également participer à l'économie de leur patrie sans y revenir, par des formes virtuelles de retour. Les réseaux des diasporas constituent un outil de développement extraordinairement puissant. Ils contribuent directement au développement du pays d'origine par leurs envois de fonds et par des échanges commerciaux entre région d'origine et région d'accueil, tout en servant de vecteurs d'informations. Ces réseaux transnationaux reproduisent la vie sociale et économique de collectivités locales par delà les frontières, reliant les migrants à leurs proches restés au pays. Cela prend notamment la forme

⁴⁰ Il s'agit ici de séjours inférieurs à un an ; tous les autres types de contrats impliquant des séjours supérieurs à un an sont qualifiés de temporaires. Qu'elle soit saisonnière ou temporaire, la migration peut être circulaire si la même personne retransverse plus d'une fois les frontières ou les régions considérées.

⁴¹ Nadeed Ilahi, « Return Migration and Occupational Change », *Review of Development Economics*, vol. 3, n° 2, 1999, pp. 170-186. Barry McCormick and J. Wahba, « Overseas Work Experience, Savings and Entrepreneurship amongst Return Migrants to LDCs », *Scottish Journal of Political Economy*, vol. 48, n° 2, 2001, pp. 164-178. Richard Black *et al.*, *Migration, Return and Small Enterprise Development in Ghana: A Route out of Poverty ?*, Sussex Migration Working Paper, n° 9, Brighton, University of Sussex, 2003. Alice Mesnard, « Temporary Migration and Self-Employment : Evidence from Tunisia », *Brussels Economic Review*, vol. 47, n° 1, 2004, pp. 119-138. Talip Kilic *et al.*, *Investing Back Home : Return Migration and Business Ownership in Albania*, Policy Research Working Paper, n° 4366, Washington, DC, World Bank, 2007. Gil Epstein and D.C. Radu, « Returns to Return Migration and Determinants of Subsequent Moves », EALE Conference Paper, EALE Annual Conference, 20-22 September, Oslo, 2007. Benjamin Aleman-Castilla, *The Returns to Temporary Migration to the United States : Evidence from the Mexican Urban Employment Survey*, CEP Discussion Papers, n° dp0804, London, Centre for Economic Performance, LSE, 2007.

⁴² Maria Enchautegui, « The Value of US Labor Market Experience in the Home Country : The Case of Puerto Rican Return Migrants », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 42, n° 1, 1993, pp. 169-191.

d'associations de migrants de même origine (*hometown associations*), dont les objectifs sont multiples (par exemple investissements dans la localité d'origine ou aide à l'intégration). Même intégrés dans la région d'accueil, les migrants gardent souvent des liens étroits avec leur patrie. La diversité des modes de vie transnationaux complique l'étude du phénomène migratoire ; il est notamment difficile de cerner dans ce contexte le début et la fin du concept de *nation*⁴³.

Recommandations : exploiter les synergies possibles

La migration peut contribuer de diverses manières au développement des pays d'origine. Mais tant les pays d'accueil que les pays d'émigration se doivent de prendre des mesures pour exploiter au mieux la mobilité transnationale de la main-d'œuvre. Il faut surtout que les gouvernements se rendent compte que la migration est un phénomène multidimensionnel aux nombreuses incidences politiques – en particulier sur le développement.

Il y a ainsi des interactions entre les instruments utilisés – politique migratoire et aide au développement, mais aussi politique commerciale – et les flux qu'ils suscitent – migrants, transferts de fonds, dépenses de coopération, exportations et importations. On examinera de près les méthodes appliquées, on exploitera les synergies possibles en évitant les « orphelins de la cohérence » (régions bénéficiant d'une aide mais d'aucun autre flux) afin de mieux atteindre les objectifs de développement. Il s'agit en somme de conduire les responsables politiques à harmoniser leurs décisions. La politique migratoire comporte donc diverses facettes, et la gestion de cette problématique requiert des partenariats de longue haleine entre régions d'accueil et régions d'émigration.

Pays d'accueil

Il incombe aux pays d'immigration de prendre en compte les effets potentiels de leur politique migratoire sur le développement du pays d'origine des migrants – de faire interagir migration et coopération au développement. Davantage de cohérence politique permettra de transformer le danger du *brain drain* (fuite des cerveaux) en *brain gain* ou circulation des cerveaux, de faire en sorte que les régions d'origine profitent mieux de la mobilité de leurs travailleurs peu qualifiés. Les programmes gouvernementaux correspondants devront exploiter les atouts de la migration circulaire et combattre la migration irrégulière.

Les recommandations à faire aux responsables politiques des régions d'accueil peuvent être résumées ainsi :

1. Des plans de circularité innovants (encouragés par des visas à usages et à entrées multiples, par des permis de travail ou par des contraintes administratives réduites) permettront de mieux gérer les flux migratoires. Ces plans réduiront les préjudices causés aux services sociaux du pays d'origine par le départ de migrants qualifiés. Du côté des travailleurs non qualifiés, ces plans peuvent accroître le volume des transferts de fonds et réduire le taux de migration irrégulière.

⁴³ Nina Glick Schiller and A. Wimmer, «Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology», *The International Migration Review*, vol. 37, n° 3, 2003, pp. 576-610.

2. Les pays de l'OCDE et/ou les régions industrialisées devraient élaborer des directives concernant le recrutement de personnel hautement qualifié, compte tenu des effets potentiellement nuisibles sur les régions d'origine de ce personnel.
3. Les pays de l'OCDE et/ou les régions industrialisées devraient prendre conjointement des dispositions pour réduire les coûts de la migration par les voies officielles. Par ailleurs, des banques et des institutions financières devraient – en coopération avec leurs homologues des régions en développement – étendre leurs services aux zones rurales pauvres.
4. Des liens de partenariat devraient s'établir entre les politiques migratoires des pays de l'OCDE et/ou des régions industrialisées et les politiques de développement des ressources humaines des pays non membres de l'OCDE et/ou des zones rurales, ainsi que les marchés de l'emploi et les politiques sociales.

Pays d'origine

Il convient d'encourager les pays d'émigration à inclure une dimension « migration » dans leur politique nationale de développement. Ces pays devront réexaminer leurs réglementations et se demander si leur politique macroéconomique, leur gestion des ressources humaines, leur système de formation supérieure, leurs infrastructures et leurs initiatives « Sud-Sud » ou « rural-rural » à l'échelle régionale favorisent l'adaptation et le redéploiement de leurs ressources humaines par rapport au phénomène global de mobilité croissante. Ils devront aussi coopérer plus systématiquement avec les réseaux des diasporas ; consulter les migrants à l'étranger aussi bien que ceux revenus au pays pour la formulation des programmes de codéveloppement ; et faire en sorte que les professionnels hautement qualifiés reviennent, qu'ils soient employés à bon escient et bien rémunérés, et qu'ils participent au développement économique et social de leur communauté.

Quant aux recommandations à faire aux responsables politiques en vue d'intégrer la migration aux stratégies de développement, elles peuvent être résumées ainsi :

1. Les principales régions d'origine des travailleurs migrants devront revoir leur politique macroéconomique à bien des égards, notamment en matière de taxation, de dépenses et de change.
2. Ces régions devront adapter leur politique de ressources humaines dans les secteurs aussi bien public que privé, afin de compenser judicieusement les départs ; il faudra pour le moins que cette politique ne pénalise pas les migrants qui souhaitent revenir et reprendre pied sur le marché de l'emploi indigène.
3. Les budgets de la formation supérieure, l'aide financière aux étudiants pauvres et les plans d'études devront prévoir une forte probabilité d'émigration de ces étudiants.
4. Les plans d'investissement dans l'infrastructure devront prendre en compte des axes de mobilité, et l'amélioration générale des moyens de transport et de communication aidera le marché de l'emploi à s'adapter à l'émigration.
5. Il convient d'intensifier les initiatives régionales des pays en développement, avec l'appui des pays de l'OCDE et/ou des régions industrialisées ; les migrants

peu qualifiés de régions très pauvres sont très nombreux à travailler dans des régions voisines en développement.

Tous les milieux concernés tireront un meilleur parti des flux migratoires si l'on fait preuve d'une cohérence accrue – entre ministères à l'intérieur d'un pays ou d'une région comme *entre* pays ou régions – au niveau des politiques migratoires, de la coopération au développement, de l'emploi, du commerce et de la sécurité. Il s'agira de reconsidérer les institutions existantes afin d'améliorer la cohérence politique, et de mettre en place des mécanismes régionaux visant à promouvoir la communication, la négociation et les consensus entre les collectivités politiques et leurs bases. Il incombera aux pays de l'OCDE et/ou aux régions industrialisées de faire interagir migration et politiques de développement; quant aux régions en développement, elles devront donner une place de choix à la migration dans leurs stratégies nationales de développement. Multiplier les partenariats entre pays d'émigration et pays d'accueil peut constituer un bon moyen d'adopter et de mettre en œuvre des programmes concertés et cohérents. Il faudra en outre affronter ensemble – à l'échelle régionale, nationale et mondiale – les questions de migration, d'emploi, de commerce, d'investissements et de coopération au développement.

Conclusion

Tout comme les échanges de biens et de services, la migration fait partie intégrante de la mondialisation. Différents facteurs – les déplacements toujours moins chers, la forte croissance démographique dans certains pays et le vieillissement de la population dans d'autres, les possibilités grandissantes de participer à la mobilité transnationale de travailleurs contribuant à un développement économique planétaire – donnent à penser que le volume des flux migratoires va encore augmenter à moyen ou à long terme.

Il serait donc faux et stérile de s'étendre sur les moyens de bloquer la migration. Les gouvernements doivent au contraire chercher à mettre en valeur et exploiter le phénomène migratoire pour tous les acteurs concernés – pays d'émigration, pays d'accueil et migrants eux-mêmes.

Le présent article a souligné les importants avantages qu'un pays d'émigration peut tirer de la mobilité internationale qui se développe dans le monde actuel. Les défis à relever sont, entre autres, de convertir la fuite des cerveaux (*brain drain*) en gains réciproques (*brain gain*) ou en circulation des cerveaux; d'améliorer l'impact des transferts de fonds sur le développement en les affectant à des usages plus productifs; de nouer des liens beaucoup plus étroits que jusqu'ici entre responsables politiques et réseaux des diasporas.

La migration n'est pas dépourvue de risques pour les pays qui voient partir leurs travailleurs, mais elle constitue un vecteur d'opportunités et d'avantages qui compensent largement ses coûts éventuels. Sachons reconnaître le potentiel inexploité que recèle le phénomène migratoire.

Bibliographie

- Acosta, Pablo, C. Calderon, P. Fajnzylber and H. Lopez, «What is the Impact of International Remittances on Poverty and Inequality in Latin America?», *World Development*, vol. 36, n° 1, 2008, pp. 89-114.
- Adams, Richard H. Jr, *Remittances and Poverty in Ghana*, Policy Research Working Paper Series, n° 3838, Washington, DC, World Bank, 2006.
- Aleman-Castilla, Benjamin, *The Returns to Temporary Migration to the United States: Evidence from the Mexican Urban Employment Survey*, CEP Discussion Papers, n° dp0804, London, Centre for Economic Performance, LSE, 2007.
- Batista, Catia, A. Lacuesta and P.C. Vicente, *Brain Drain or Brain Gain? Micro Evidence from an African Success Story*, IZA Discussion Paper, n° 3035, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2007.
- Beine, Michel, F. Docquier and H. Rapoport, «Brain Drain and Economic Growth: Theory and Evidence», *Journal of Development Economics*, vol. 64, n° 1, 2001, pp. 275-289.
- Beine, Michel, F. Docquier and H. Rapoport, *Brain Drain and LDCs' Growth: Winners and Losers*, IZA Discussion Paper, n° 819, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2003.
- Beine, Michel, F. Docquier and M. Schiff, *Brain Drain and Its Determinants: A Major Issue for Small States*, IZA Discussion Paper, n° 3398, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2008.
- Bhargava, Alok and F. Docquier, «HIV Pandemic, Medical Brain Drain, and Economic Development in Sub-Saharan Africa», *The World Bank Economic Review*, vol. 22, n° 2, 2008, pp. 345-366.
- Black, Richard, R. King and R. Tiemoko, *Migration, Return and Small Enterprise Development in Ghana: A Route out of Poverty?*, Sussex Migration Working Paper, n° 9, Brighton, University of Sussex, 2003.
- Bontch-Osmolovski, Mikhail, E. Glinskaya and M. Lokshin, *Work-related Migration and Poverty Reduction in Nepal*, Policy Research Working Paper Series, n° 4231, Washington, DC, World Bank, 2007.
- Calero, Carla, A.S. Bedi and R. Sparrow, *Remittances, Liquidity Constraints and Human Capital Investments in Ecuador*, Working Papers – General Series, n° 458, The Hague, Institute of Social Studies, 2008.
- Carling, Jorgen, «Migration Control and Migrant Fatalities at the Spanish-African Border», *International Migration Review*, vol. 41, n° 2, 2007, pp. 316-343.
- Clark, Samuel, M. Collinson, K. Kahn, K. Drullinger and S. Tollman, «Returning Home to Die: Circular Labour Migration and Mortality in South Africa», *Scandinavian Journal of Public Health*, vol. 35, n° 3, 2007, pp. 35-44.
- Docquier, Frédéric and H. Rapoport, *Skilled Migration: The Perspective of Developing Countries*, IZA Discussion Papers, n° 2873, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2007.
- Docquier, Frédéric, O. Lohest and A. Marfouk, *Brain Drain in Developing Countries*, Working Paper, n° 4, Louvain-la-Neuve, Département des sciences économiques de l'Université catholique de Louvain, 2007.
- Edwards, Alejandra Cox and M. Ureta, *International Migration, Remittances, and Schooling: Evidence from El Salvador*, NBER Working Papers, n° 9766, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research, Inc., 2003.
- Epstein, Gil and D.C. Radu, «Returns to Return Migration and Determinants of Subsequent Moves», EALE Conference Paper, EALE Annual Conference, 20-22 September, Oslo, 2007.
- Enchautegui, Maria, «The Value of US Labor Market Experience in the Home Country: The Case of Puerto Rican Return Migrants», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 42, n° 1, 1993, pp. 169-191.
- Freund, Caroline and N. Spatafora, *Remittances: Transaction Costs, Determinants and Informal Flows*, Policy Research Working Paper Series, n° 3704, Washington, DC, World Bank, 2005.
- Glick Schiller, Nina and A. Wimmer, «Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology», *The International Migration Review*, vol. 37, n° 3, 2003, pp. 576-610.
- Grogger, Jeffrey and G.H. Hanson, *Income Maximization and the Selection and Sorting of International Migrants*, NBER Working Papers, n° 13821, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research, Inc., 2008.
- Harris, John and M. Todaro, «Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis», *American Economic Review*, vol. 5, n° 1, 1970, pp. 23-42.
- Haug, Ruth, «Forced Migration, Processes of Return and Livelihood Construction among Pastoralists in Northern Sudan», *Disasters*, vol. 26, n° 1, 2002, pp. 70-84.

- Hunter, Lori, «Migration and Environmental Hazards», *Population and Environment*, vol. 26, n° 4, 2005, pp. 273-302.
- Ilahi, Nadeed, «Return Migration and Occupational Change», *Review of Development Economics*, vol. 3, n° 2, 1999, pp. 170-186.
- Katseli, Louka, R.E.B. Lucas and T. Xenogiani, *Effects of Migration on Sending Countries: What Do We Know?*, Working Paper, n° 250, Paris, OECD Development Centre, 2006.
- Kilic, Talip, C. Carletto, B. Davis and A. Zezza, *Investing Back Home: Return Migration and Business Ownership in Albania*, Policy Research Working Paper, n° 4366, Washington, DC, World Bank, 2007.
- Lewis, Arthur, «Economic Development with Unlimited Supplies of Labour», *Manchester School of Economic and Social Sciences*, vol. 22, n° 2, 1954, pp. 139-191.
- Lucas, R.E.B., *International Migration and Economic Development: Lessons from Low-Income Countries*, Cheltenham, UK, Edward Elgar, 2005.
- Marfouk, Abdeslam, *The African Brain Drain: Scope and Determinants*, Working Papers DULBEA, n° 08-07.RS, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, Department of Applied Economics, 2008.
- Martinez, Claudia and D. Yang, «Remittances and Poverty in Migrants' Home Areas: Evidence from the Philippines», in Caglar Ozden and Maurice Schiff (eds.), *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*, Washington, DC, World Bank, 2005.
- Mayr, Karin and G. Peri, *Return Migration as Channel of Brain Gain*, CREAM Discussion Paper Series, n° 04/08, London, Centre for Research and Analysis of Migration (CREAM), Department of Economics, University College London, 2008.
- McCormick, Barry and J. Wahba, «Overseas Work Experience, Savings and Entrepreneurship amongst Return Migrants to LDCs», *Scottish Journal of Political Economy*, vol. 48, n° 2, 2001, pp. 164-178.
- McKenzie, David and H. Rapoport, *Can Migration Reduce Educational Attainment? Evidence from Mexico*, World Bank Policy Research Working Paper, n° 3952, Washington, DC, World Bank, 2006.
- Mesnard, Alice, «Temporary Migration and Self-Employment: Evidence from Tunisia», *Brussels Economic Review*, vol. 47, n° 1, 2004, pp. 119-138.
- Mincer, Jacob, «Family Migration Decisions», *Journal of Political Economy*, vol. 86, n° 5, 1978, pp. 749-773.
- Mountford, Andrew, «Can a Brain Drain Be Good for Growth in the Source Economy?», *Journal of Development Economics*, vol. 53, n° 2, 1997, pp. 287-303.
- Munshi, Kaiwan, «Networks in the Modern Economy: Mexican Migrants in the US Labor Market», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 2, 2003, pp. 549-597.
- Niimi, Yoko, C. Ozden and M. Schiff, *Remittances and the Brain Drain: Skilled Migrants Do Remit Less*, IZA Discussion Paper, n° 3393, Bonn, Institute for the Study of Labor (IZA), 2008.
- OCDE, *Migration, transferts de fonds et développement*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2005.
- OECD, *Policy Coherence for Development: Migration and Developing Countries*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2007.
- Pissarides, C., «Search Unemployment with On-the-job Search», *Review of Economic Studies*, vol. 61, n° 3, 1994, pp. 457-475.
- Ratha, Dilip and Zhimei Xu, *Migration and Remittances Factbook 2008*, Washington, DC, World Bank, 2008.
- Rosenzweig, Mark, «The Global Migration of Skill», presentation made at the Migration and Development Conference in Lille, France, June 2008.
- Salt, John and J. Stein, «Migration as a Business: The Case of Trafficking», *International Migration*, vol. 35, n° 4, 1997, pp. 467-494.
- Sjaastad, Larry A., «The Costs and Returns of Human Migration», *The Journal of Political Economy*, vol. 70, 1962, pp. 80-93.
- Stark, Oded, *The Migration of Labor*, Oxford, Basil Blackwell, 1991, 406 p.
- UN Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *International Migration and Development Fact Sheet*, New York, United Nations, 2006.
- UN Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *Trends in Total Migrant Stock: The 2005 Revision*, POP/DB/MIG/Rev.2005/Doc, New York, United Nations, 2006, <<http://esa.un.org/migration>>.
- Vidal, Jean-Pierre, «The Effect of Emigration on Human Capital Formation», *Journal of Population Economics*, vol. 11, n° 4, 1998, pp. 589-600.
- Winters, Paul, A. de Janvry and E. Sadoulet, «Family and Community Networks in Mexico-US Migration», *Journal of Human Resources*, vol. 36, n° 1, 2001, pp. 159-184.